REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

**COMMUNICATION SUR LES PROGRAMMES NATIONAUX
DE SORTIE DE CRISE A L'OCCASION DE LA TABLE RONDE
ORGANISEE PAR LA MISSION PERMANENTE DE LA CÔTE
D'IVOIRE A L'ONU SUR LE THEME : « LA REINSERTION
DES ENFANTS TOUCHES PAR LES CONFLITS ARMES »**

NEW YORK, LE 16 JUILLET 2008.

Présentée par :

Mme Jeannette KOUDOU

Directeur Général de l'AGEFOP

*Présidente du Comité de Pilotage de la Plate
Forme de Services (PFS)*

PLAN DE LA PRESENTATION

INTRODUCTION

A- LE PROGRAMME DE FORMATION ET D'INSERTION DES JEUNES (PFIJ) : LA PLATE FORME DE SERVICES (PFS)

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION
2. LES FONDAMENTAUX DU DISPOSITIF PFS
 - L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE
 - L'ECONOMIE SOLIDAIRE COMME TOILE DE FOND
3. LES POINTS CLES DE L'INSERTION
4. ORGANISATION DE LA PLATE - FORME DE SERVICES
5. PHASE D'EXPERIMENTATION DU PROJET PILOTE
6. ETAT D'AVANCEMENT
7. DEVELOPPEMENT ACTUEL : renforcement du secteur professionnel
 - MISE ŒUVRE DE LA FILIÈRE HÉVÉA
 - FAVORISER LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS
 - PERSPECTIVES À COURT TERME

B - LE PROGRAMME NATIONAL DE REINSERTION ET DE REHABILITATION COMMUNAUTAIRE (PNRRC)

- 1 - CONTEXTE
- 2 - MISSIONS
- 3 - COMPOSANTES
- 4 - CIBLES
- 5 - CADRE ORGANISATIONNEL

C - LE PROGRAMME DE SERVICE CIVIQUE NATIONAL (PSCN)

- 1 - CONTEXTE
- 2 - OBJECTIFS
- 3- CIBLES
- 4 - CADRE ORGANISATIONNEL
- 5 - DEROULEMENT

CONCLUSION

ANNEXE : Le Projet de Formation par Apprentissage

Un outil opérationnel de qualification professionnelle et d'insertion à la disposition des programmes de sortie de crise

Introduction

La mission permanente de Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies, en collaboration avec la Mission permanente de l'Autriche, a bien voulu associer l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (AGEFOP), que j'ai l'honneur de diriger depuis mai 2000, à la table ronde portant sur le thème : « La Réinsertion des enfants touchés par les conflits armés ».

Je voudrais rendre hommage aux initiateurs de cette table ronde, d'abord pour l'intérêt qu'ils portent, à travers l'AGEFOP, à l'ensemble des structures publiques qui déploient leurs compétence respectives dans l'élaboration et la mise en œuvre du dispositif Formation/Insertion en Côte d'Ivoire, mais je leur rends hommage surtout pour l'actualité du thème, en rapport avec la situation de la Côte d'Ivoire qui sort progressivement d'une grave crise commencée le 19 septembre 2002 par une tentative de coup d'Etat, devenue par la suite une rébellion armée.

L'honneur qui nous vaut aujourd'hui de prendre part aux assises du Groupe de Haut Niveau Débat, ici, à New York, c'est sans nul doute, la décision du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui, à l'issue de sa 5834^{ème} séance tenue le 12 février 2008, a entériné le septième (7^{ème}) rapport du Secrétaire Général sur les enfants et les conflits armés (S/2007/757) par lequel « la Côte d'Ivoire est radiée des listes annexées pour avoir mis fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans le conflit armé ». Il convient de rappeler que la décision de radiation de la Côte d'Ivoire fait suite à la présentation du Rapport de Mme Rhadika COOMARASWAMY, Représentante spéciale du Secrétaire Général de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés, qui a constaté que « des progrès notables ont été réalisés avec les parties en conflit en Côte d'Ivoire...Les Forces Nouvelles et quatre milices armées ont mis en œuvre avec succès leur plan d'action et cessé tout recrutement d'enfants ». Qu'elle soit remerciée pour son objectivité.

Néanmoins, ce rapport ne présente que le succès des plans d'action qui ont conduit à la cessation de l'enrôlement des enfants dans le conflit armé sans avoir analysé les raisons profondes de ce succès.

C'est du côté du diagnostic pertinent effectué sur la réalité sociale du pays par Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République de Côte d'Ivoire qu'il faut chercher les origines de ce succès. En effet le Président Laurent GBAGBO, dans une adresse à la nation le 19 décembre 2006, déclarait : «la crise que nous vivons est aussi, et en grande partie, une crise de l'emploi et de la formation (des jeunes) . La crise de l'emploi et son corollaire d'incivisme livrent les jeunes et les enfants à la tentation des armes.

Comment augmenter sensiblement les possibilités d'accès à l'emploi et par extension à la sécurité économique et à un statut social valorisant ? S'interroge le Président.

Comment lutter contre la pauvreté et le chômage qui contribuent à accroître le taux de dysfonctionnement social (dépression chronique, violence familiale et civile, refus d'obéir à la loi et de se conformer à la norme sociale...) ?

Comment anéantir chez les jeunes le sentiment de désespoir et la perte de l'estime de soi ? ». *Fin de citation*

Ce sont là quelques axes de réflexion du Président Laurent GBAGBO annoncés le 19 décembre 2006 qui ont emmené le gouvernement de Côte d'Ivoire, à prendre des mesures par l'élaboration de deux(2) programmes de sortie de crise, le Programme National de Reconstruction et de Réinsertion Communautaire (PNRRC) et le Programme de Service Civique National(PSCN), auxquels s'ajoute le Programme de Formation et d'Insertion des Jeunes (PFIJ).

En quoi consiste chacun de ces programmes et quels sont les moyens de leur mise en œuvre ? Conformément au thème à analyser, à quelles conditions ces différents programmes peuvent-ils favoriser « la réinsertion des enfants touchés par la guerre » ?

C'est à ces questions que nous tenterons de répondre, en présentant l'opportunité et l'efficacité des différents programmes de sortie de crise en Côte d'Ivoire.

A - LE PROGRAMME DE FORMATION ET D'INSERTION DES JEUNES (PFIJ) : la Plate Forme de Services (PFS)

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans la perspective de sortie de crise, de reconstruction nationale et de relance économique, quatre organismes publics de l'Etat de Côte d'Ivoire, le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle(**FDFP**) – l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (**AGEFOP**) – l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi (**AGEPE**) le Fonds National de Solidarité (**FNS**), ayant en commun des missions qui concourent à la Formation, à l'Emploi et à l'insertion professionnelle proposent un Programme commun de Formation et d'Insertion des Jeunes (PFIJ), mise en œuvre dans le cadre d'une **Plate Forme de Services (P.F.S)** ; programme validé en décembre 2003 par le Président de la République.

La mobilisation des compétences des quatre organismes s'effectue sur la base des missions assurées par chacune d'elle dans le cadre de concertation et de complémentarité que constitue la Plate - Forme de Services aussi bien au niveau local que national et institutionnel :

- ✓ l'orientation et la mise en situation d'emploi et d'insertion professionnelle et l'accompagnement des bénéficiaires pour **l'AGEPE** ;
- ✓ la formation professionnelle des bénéficiaires et l'ingénierie de la formation pour **l'AGEFOP**;
- ✓ la mobilisation et la gestion des fonds, le financement des projets de formation pour le **FDFP**.
- ✓ Le financement des projets insertion (AGR) pour le Fonds National de Solidarité (**FNS**)

Ce Programme qui se propose de concourir à la résorption du chômage des jeunes, à l'insertion des ex combattants et de la

promotion de l'emploi sur l'ensemble du territoire national, vise dans sa phase pilote l'insertion socio professionnelle de 50.000 jeunes à l'horizon 2010.

Le Programme de Formation et d'Insertion des Jeunes (PFIJ) s'inscrit dans les priorités nationales de sortie de crise, liées aux urgences économiques et sociales de reconstruction, de redéploiement et de revitalisation du tissu économique. Il constitue une des réponses de l'Etat de Côte d'Ivoire au chômage des jeunes, aggravé par un contexte de crise. Ce programme a été mis en expérimentation depuis le dernier trimestre de 2007. L'ensemble des projets expérimentaux concerne actuellement près de 2000 jeunes, repartis dans sept localités, à savoir Attécoubé, Bingerville, Bouaflé, Gagnoa, Issia, Sikensi et Songon.

La PFS est en fait un dispositif innovant, avec un ensemble de démarches d'insertion par l'activité économique, qui se veut être un outil au service des collectivités locales, en vue de l'accompagnement des jeunes dans un double objectif de qualification sur une activité productive, conjuguée à l'élaboration et à la réalisation d'un projet personnel. Les jeunes sans emploi âgés de 14 ans à 40 ans issus des différentes catégories socioculturelles du pays peuvent en bénéficier. En clair, urbains, ruraux, analphabètes, déscolarisés, diplômés, handicapés, jeunes de la rue, veuves et orphelins, chômeurs, ex-combattants, etc. sont les cibles.

2. LES FONDAMENTAUX DU DISPOSITIF PFS

2.1 L'insertion par l'activité économique

Cette approche inscrite dans le développement local met en pratique des démarches et des outils d'insertion ancrés dans les réalités socioéconomiques des territoires

- **La condition de vivre ensemble est celle de faire ensemble vers l'avenir**, les conditions de réussite de la démarche supposent :

- L'implication active des acteurs sociopolitiques et économiques des territoires ;
- La volonté et la capacité des collectivités territoriales à s'inscrire dans l'insertion par l'activité économique.

Cela renvoie au développement en territoire d'un dispositif dédié à l'insertion par l'activité économique (IAE) à savoir :

- un plan pluriannuel et un programme annuel d'insertion des jeunes (PLIJ) répondant aux orientations et priorités du développement local, et aux attentes et besoins des jeunes ;
- Une offre de services à destination des jeunes, des populations et des acteurs économiques. Elle favorise le passage par des « passerelles d'insertion » contributives des objectifs de développement du territoire (filière socio-économique aménagement local)

La Plate Forme de Services répond à Cette problématique et à ces exigences.

2.2 L'économie solidaire comme toile de fond

➤ L'économie solidaire relève de la volonté des acteurs à réussir ensemble

Cet accompagnement socioéconomique correspond à un « état d'esprit » signifiant que :

Le jeune qui utilise une mesure d'insertion a fait le choix de s'engager et de franchir les étapes,

Les acteurs socioéconomiques et politiques réunis dans le CLIJ ont reconnu l'engagement du jeune et l'accompagnent jusqu'à son insertion dans le territoire, en mobilisant les moyens ;

Les professionnels (prestataires, entreprises d'insertion, financeurs) accompagnent les jeunes avec des compétences, du professionnalisme, des outils d'évaluation ;

➤ **Les passerelles d'insertion (Régie de Territoire RT et Chantier d'Insertion CI) : outils de la Solidarités**

Viabilité économique à moyen terme par le niveau d'activité assuré, tant sur les marchés privés que sur la commande publique ;

Accompagnement des jeunes dans leurs parcours d'insertion en réponse aux orientations du développement local porté par les élus et les acteurs socioéconomiques.

Contribution à l'économie solidaire : coopérative- citoyenneté- lien social – évolutions des pratiques- attentions particulières aux jeunes filles.

3. LES POINTS CLES DE L'INSERTION

Les personnes : elles sont au centre des «préoccupations» des acteurs des trois sphères **économique, sociale** et **politique**.

Les projets : chaque jeune s'engage au fil des étapes à construire un projet professionnel, un projet de vie, une famille, à avoir un toit...

Des mesures et des démarches accompagnent la réalisation, constituant l'offre de services coordonnée par la ML :

- un outil d'**accueil**, d'**orientation**, de **suivi** du parcours : la mission locale(ML)
- des outils conjuguant l'insertion et le travail rémunéré, permettant d'être ainsi utile à la collectivité et de construire le projet professionnel : **les passerelles d'insertion (RT- CI)**
- des démarches d'accompagnement : **Création d'activité / Professionnalisation**

4. ORGANISATION DE LA PLATE – FORME DE SERVICES

La **PFS** qui pilote le PFIJ, est organisée de la manière suivante :

un Comité de Pilotage, organe d'orientation, de décision et de contrôle constitué par les responsables des quatre organismes de l'Etat (FDFP- AGEFOP- AGEPE - FNS) ;

une Equipe Projet, composée de deux représentants de chaque organisme ;

un Comité Local d'Insertion des Jeunes (CLIJ), structure relais de la PFS au plan local, constitué des acteurs locaux, Présidé par un élu (maire ou Président de Conseil Général)

- il détermine le Plan Local d'Insertion des jeunes(PLIJ) en rapport avec les orientations et les priorités locales ;
- il pilote et contrôle la réalisation du programme annuel d'insertion;
- **Une Mission Locale (ML)** auprès de chaque collectivité territoriale assurant la mise en œuvre du programme au plan local ; constituée d'animateurs résidant dans la localité.

Le CLIJ et la ML constituent le noyau opérationnel de la PFS en territoire

5. PHASE D'EXPERIMENTATION DU PROJET PILOTE

La phase expérimentation du programme a été décidée afin de permettre le prototypage du dispositif Plate Forme de services (PFS) à se déployer sur toute l'étendu du territoire. Elle se déroule actuellement sur dans 7 localités sélectionnées par *l'UVICOCI et l'ADDCI*.

Attécoubé – Bingerville – Bouaflé -Gagnoa – Issia – Sikensi - Songon

6. ETAT D'AVANCEMENT

La première étape de conception du dispositif et de préparation des sept territoires a été menée à bien.

Trois (3) résultats principaux sont acquis.

- 1 - **définition et caractérisation du dispositif** territorial d'insertion professionnelle des jeunes à expérimenter.
- 2 - **Mobilisation, préparation des interlocuteurs** (territoires et national)
- 3 - **Précision des deux pools de financement** des projets AGR (prêts) et des structures et actions d'insertion (aide au développement).

Démarrage de la deuxième étape : Mise en œuvre concrète dans les sept territoires volontaires

- Projets GERME / Projets noyaux de Régie de territoire et Chantiers d'insertion / Projets chantiers - Ecole / Projet Cuirs et peaux / Espoir jeunes
- Résultats : **près de 2000 jeunes** sont dans le dispositif

Ce nombre est appelé à croître au fur et à mesure de la mise en œuvre de l'ensemble des logiques du dispositif et des autres projets identifiés.

7. DEVELOPPEMENT ACTUEL : renforcement du secteur professionnel

➤ **Mise œuvre de la filière hévéa**

- description de la filière ;
- analyse de la pertinence et de l'opportunité ;
- organisation des professionnels de la filière ;
- élaboration des référentiels métiers (REAC) ;
- professionnalisation des jeunes.

➤ **Favoriser les groupements professionnels**

- répondre à un déficit de compétences ;
- accéder à de nouveaux marchés.

➤ **Perspectives à court terme**

- un atelier national de partage et de déploiement du dispositif d'ici décembre 2008;
- poursuivre la mise en œuvre opérationnelle de la PFS

B - LE PROGRAMME NATIONAL DE REINSERTION ET DE REHABILITATION COMMUNAUTAIRE (PNRRC)

1 - CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire(PNRRC) a été créé par arrêté N° 146 du 25 juin 2007, du Premier Ministre, dans le cadre de l'application de l'accord politique de Ouagadougou. Il constitue une étape décisive dans le processus de résolution de la crise en Côte d'Ivoire ; il offre les conditions d'une véritable décrispation de l'environnement sociopolitique, caractérisé par :

- une baisse de l'activité économique ;
- un déplacement massif de population ;
- l'augmentation du taux de chômage ;
- une progression du taux de pauvreté estimé à plus de 40%...

Cet accord a attribué toute la composante du désarmement et de la démobilisation dévolue à l'ancien PNDDR/RC au Centre de Commandement Intégré (CCI). Aussi le volet civil, relatif à la réinsertion, la réintégration et la réhabilitation communautaire, a t-il été réorganisée au sein du PNRRC.

Deux axes majeurs déterminent les activités du PNRRC

- L'un relatif à la réinsertion économique des ex combattants démobilisés, des individus associés au conflit et, plus généralement, des jeunes à risque ;
- L'autre concernant la réhabilitation communautaire des communautés d'accueil et des populations non combattantes affectées par le conflit.

Dans son exécution, le programme fournit aux populations cibles une assistance technique et financière directe sous forme de dons, formations, fonds de garantie, etc. Cette démarche

permet d'aider les groupes éligibles, à réaliser des micro projets générateurs de revenus tout en respectant l'environnement et en vue de la restauration du capital social et de la cohésion sociale.

2- MISSIONS

- contribuer à restauration et à la consolidation de la paix
- favoriser la réconciliation nationale et la cohésion sociale
- contribuer à la réduction des risques de reprise des hostilités entre les ex-belligérants
- promouvoir les activités de réinsertion et de réhabilitation communautaire

3 - COMPOSANTES DU PROGRAMME

▪ réinsertion

Processus au terme duquel l'ex combattant réintègre son milieu d'accueil et devient acteur de développement économique et social en tenant compte des réalités psychosociales propres à chaque individu ainsi qu'à chaque communauté d'accueil.

- réinsertion sociale ;
- réinsertion économique.

▪ Réhabilitation communautaire

Séries d'actions menées dans un processus cohérent visant à restaurer les infrastructures sociales et économiques de base, de même que les capacités d'accueil , afin que celles-ci puissent se prendre en charge et soient favorables au retour et à la réinsertion des ex-combattants.

- Réhabilitation des infrastructures communautaires de base ;

- Redémarrage des activités génératrices de revenus ;
- Restauration de la cohésion sociale.

4 - CIBLES DU PNRRRC

Les bénéficiaires du programme sont les hommes, les femmes et les jeunes éligibles selon les groupes suivants :

Les groupes éligibles à la réinsertion économique

- L'ensemble des ex combattants démobilisés inscrits sur les listes transmises au CCI ;
- Les enfants associés aux groupes et forces armés ;
- Les veuves et orphelins des combattants morts au combat ;
- Les jeunes à risque (groupe d'auto défense).

Les groupes éligibles à la réhabilitation communautaire

- Les communautés déplacées du fait de la guerre ;
- Les communautés d'accueil aux déplacés de guerre ;
- Les communautés d'accueil aux ex- combattants démobilisés ;
- Les communautés résidants dans les zones affectées par le conflit.

Les activités de la réinsertion économique et de la réhabilitation communautaire sont orientées au profit de :

- Associations villageoises formelles ou non ;
- Comités villageois de développement ;
- Coopératives, ou groupements coopératifs ;
- Mutuelles rurales ;
- Unions socioprofessionnelles.

5 - CADRE ORGANISATIONNEL

- **Le Comité de pilotage** : instrument de supervision et de contrôle

- La **Coordination nationale**

- Le coordonnateur National du PNRRC
- Les cellules : d'Appui, de Réinsertion, de Réhabilitation Communautaire

- **Les Bureaux Régionaux**

- Assurent la planification, la coordination, et le contrôle de l'exécution et du suivi des activités opérationnelles du Programme ;
- Garantissent la proximité dans l'opérationnalisation des projets par rapport aux bénéficiaires ;
- Assurent le suivi quotidien des opérations sur le terrain, en collaboration avec les structures d'appui et les différents partenaires

C - LE PROGRAMME DE SERVICE CIVIQUE NATIONAL (PSCN)

1 - CONTEXTE

Dans son adresse aux jeunes de Côte d'Ivoire en **décembre 2006**, le Président de la République de Côte d'Ivoire a proposé le Service Civique National comme une des solutions à la sortie de crise que vit la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002. Il estime que la crise actuelle est celle du chômage des jeunes.

Ainsi, le **lundi 8 janvier 2007**, sur convocation de SEM **Laurent GBAGBO**, s'est tenue au Palais Présidentiel à Abidjan, une séance de travail entre les acteurs civils et militaires concernés par la question du service civique et de la formation - insertion. Cette rencontre a été présidée par le Chef de l'Etat lui-même.

Au terme de cette rencontre, le Président de la République a souhaité une accélération des réflexions de tous les acteurs concernés, pour la mise en œuvre de son idée. Ces réflexions ont abouti à un atelier de cadrage à Grand- Bassam sur ce sujet, tenu du 12 au 15 février 2007.

Le 16 février 2007, le Président crée par décret N° 2007 – 68 le Service Civique National pour tous les jeunes de toutes les régions de Côte d'Ivoire.

Le Service Civique National est en fait une institution ayant pour objet de contribuer à l'encadrement des jeunes des deux (2) sexes aux valeurs républicaines, ainsi qu'à certains métiers, en vue de leur insertion socio- professionnelle.

Dans le cadre du processus de sortie de crise, et en application de l'accord de Ouagadougou, il a été institué par décret présidentiel, une phase d'urgence, placée sous l'autorité du Premier Ministre. C'est le Programme de Service Civique National (PSCN) qui constitue une disposition transitoire. Dans ce cadre, un séminaire sur la mise en œuvre du Programme s'est tenu à Abidjan le 19 octobre 2007. Cette phase d'urgence de Service Civique National devrait apporter une réponse rapide

aux préoccupations des ex combattants et aux groupes d'auto défense et prendre fin à la mise en place d'un Office du Service Civique National.

2 - OBJECTIFS

Le Service Civique National vise notamment à :

- Réduire le chômage des jeunes ;
- Eduquer les jeunes au civisme et à la citoyenneté ;
- Former les jeunes à l'apprentissage de métiers en vue de leur insertion dans des activités génératrices de revenus ;
- Promouvoir les activités à haute intensité de main d'œuvre.

3- CIBLES

les **jeunes de nationalité ivoirienne, âgés de 18 à 35 ans**, présentant des aptitudes physique et mentale médicalement établies et faisant partie de l'un des groupes cibles suivants :

- **Les ex combattants démobilisés** inscrits sur les listes du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC) et éligibles à la réinsertion économique ;
- **Les membres des groupes d'auto défense** et les jeunes qui se sont familiarisés au maniement des armes pendant la guerre.

Le **nombre de bénéficiaire** du PSCN est estimé environ à **46.000 jeunes**.

4 - CADRE ORGANISATIONNEL

Le Programme de Service Civique National est composé des organes suivants :

- **le Comité de Pilotage ;**
- **la Coordination Nationale ;**
- **les Délégations Régionales.**

Le Comité de Pilotage : organe d'orientation, d'évaluation, de supervision et de contrôle du Programme.

La Coordination Nationale est l'organe exécutif du Programme.

Elle est composée de quatre (4) cellules :

- la cellule « Gestion Administrative et Financière » ;
- la cellule « Formation Civique » ;
- la cellule « Formation Technique et Professionnelle » ;
- la cellule « Orientation à l'Insertion Economique ».

Les délégations Régionales sont des organes administratifs de coordination des activités du Programme dans les régions où sont implantés des Centres de Service Civique.

5 - DEROULEMENT

La formation dans le cadre du Programme de Service Civique National porte sur une période de **neuf (9) mois** et se déroule en deux (2) phases successives :

- **une période de trois (3) mois** de formation civique et citoyenne ;
- une période maximale **de six (6) mois de formation technique et professionnelle** en apprentissage d'un métier.

Actuellement neuf (9) centres de Service Civique sont installés sur l'ensemble du territoire et les actions de formations ont démarrées avec l'appui des partenaires comme l'Etat d'Israël, la GTZ...

CONCLUSION

Le tableau des difficultés des jeunes vis-à-vis de l'emploi déjà peu reluisant a été exacerbé avec le conflit armé de septembre 2002. On estimait à 4,4 millions en 2002 le nombre de personnes en difficulté vis-à-vis de l'emploi : les chômeurs au sens large (918 450), les sous-employés et ceux qui sont rémunérés en dessous du SMIG (3 483 147). La faible qualification professionnelle rend encore plus difficile la réinsertion des jeunes dans le tissu socio-économique.

Les programmes nationaux de sortie de crise sont des solutions proposées par l'Etat de Côte d'Ivoire pour assainir la situation post-crise en occupant sainement les enfants et les jeunes par la qualification professionnelle et l'insertion sociale.

Par ailleurs les Ministères en charge de l'éducation et la formation, notamment le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle initie des actions en collaboration avec les secteurs professionnels en vue d'obtenir un système moins élitiste.

Le PFIJ, initié en 2003 et entré dans sa phase opérationnelle en novembre 2007 a déjà formé environ 2000 jeunes dans plusieurs filières.

Le Service Civique National et le Programme National de Reconstruction et de Réinsertion Communautaire attendent les moyens de leur mise en œuvre qui dépendent des efforts conjugués du gouvernement de la Côte d'Ivoire et de la Communauté internationale, des partenaires au développement qui soutient les actions de sortie de crise.

A travers les actions sur le terrain des différents Programmes sus mentionnés, avec l'aide des partenaires et le soutien de toutes les forces vives de la Nation Ivoirienne, l'Etat de Côte d'Ivoire avec son Président SEM Laurent GBAGBO, entend consolider la paix et accélérer le processus de sortie de crise et restaurer la cohésion sociale.

ANNEXE

Le Projet de Formation par Apprentissage

*Un outil opérationnel de qualification professionnelle
et d'insertion à la disposition des programmes de
sortie de crise*

PROJET DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

OUTIL OPERATIONNEL DE
QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Document de présentation générale

Juillet 2008

CREATION

Le Projet de Formation par Apprentissage a été créé dans le cadre du Programme d'Absorption des Jeunes Déscolarisés (PAJD), par **le décret N°96 / 286 du 03 avril 1996**. La gestion de ce vaste Projet est confiée à l'AGEFOP.

MISSION

Contribuer à la réduction du chômage en Côte d'Ivoire, par l'acquisition d'une qualification professionnelle des jeunes qui leur permette de s'insérer dans le tissu économique.

OBJECTIFS

- Faire acquérir aux jeunes une formation qualifiante dans les métiers de leur choix afin de favoriser ainsi leur insertion socio-professionnelle;
- Développer la notion de l'auto emploi et aider les jeunes formés à s'installer dans le secteur de la micro entreprise et de l'artisanat.

CIBLE

Jeunes ivoiriens, âgés de 14 à 24 ans ayant un niveau minimum de CM2.

MODE DE FORMATION

Le mode de formation adopté par le projet est **l'alternance**. L'apprentissage se déroule ainsi autour de deux pôles :

- Le centre de formation où l'apprenti reçoit des cours théoriques liés au métier de son choix (25%);
- l'entreprise ou l'atelier où il apprend son métier en situation de travail (75%).

FILIERES DE FORMATION

- la mécanique auto ;
- la mécanique générale ;
- l'électricité (auto, bâtiment, industrielle) ;
- la coiffure /esthétique ;
- la couture ;

- l'alimentation (boulangerie, la pâtisserie, la cuisine) ;
- la menuiserie et l'ébénisterie ;
- la construction métallique ;
- le froid et climatisation ;
- l'électronique.

DUREE DE LA FORMATION

La durée de la formation varie de 2 à 3 ans maximum selon la filière et le rythme d'apprentissage de l'apprenant.

A l'issue de la formation un certificat attestant de sa qualification professionnelle est délivré à l'apprenti.

IMPLANTATION NATIONALE DU PROJET

Avant la crise que vit le pays depuis le 19 septembre 2002 : **17 localités.**

Actuellement : **11 localités ; Abidjan, Adzopé, Abengourou, Bongouanou, Daloa, Divo, Daoukro, Gagnoa, Lakota, San Pedro et Yamoussoukro.**

ATOUTS DU PROJET

- Des Formateurs expérimentés en matière de formation professionnelle ;
- Une équipe de Conseillers d'Orientation Psychologues chargés d'orienter les jeunes ;
- Des Conseillers d'Apprentissage qualifiés dans les divers métiers d'apprentissage ;
- Une couverture nationale reposant sur un vaste réseau de Maîtres d'Apprentissage.

(Plus de 2500 Maîtres d'Apprentissage à Abidjan et plus de 1000 à l'intérieur du pays).

PARTENAIRES DU PROJET

- Les Pouvoirs Publics ;
- Le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) ;
- L'Agence d'Etude et de Promotion de l'Emploi (AGEPE) ;
- Le Fonds National de Solidarité (FNS)
- La Banque Régionale de Solidarité (BRS)

- Les Collectivités Décentralisées ;
- La Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire (CNM – CI) ;
- La Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire (CNA – CI) ;
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CC-CI) ;
- Le Patronat Ivoirien ;
- L'Organisation Professionnelle Privée ;
- Les Chefs d'Entreprises PME/PMI ;
- Les ONG de développement ;
- Les syndicats du secteur informel ;
- La GTZ.

STATISTIQUES

- Plus de **10.000 jeunes inscrits** au projet ;
- Plus de **3500 jeunes** régulièrement **certifiés** ;
- Environ **2 000 jeunes présentement en formation** (1200 à Abidjan et 800 à l'intérieur du pays) avec **42% de jeunes filles** ;
- **62% des jeunes formés insérés** (auto emploi ou emploi salarié).

PERSPECTIVES

- Redéployer le projet dans les zones Centre Nord Ouest (CNO) et dans les autres localités du pays, dans le cadre du plan national de la reconstruction et de la réinsertion ;
- Etendre la formation à d'autres filières adaptées aux besoins économiques ;
- Participer à la formation des jeunes dans le cadre du service civique national ;
- Instaurer l'Apprentissage comme un mode de formation à part entière.